

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Intitulé du marché : Recyclage de l'hélium

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique

N° du marché : 2025022SCIREFO

TABLE DES MATIERES

1. <u>INFORMATIONS ADMINISTRATIVES</u>	4
2. <u>DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU MARCHÉ</u>	4
2.1. Objet et nature du marché	4
2.2. Forme du marché	5
2.3. Décomposition du marché	5
2.3.1. Allotissement	5
2.3.2. Tranches	5
2.3.3. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	6
3. <u>DOCUMENTS CONTRACTUELS</u>	6
4. <u>DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION</u>	7
4.1. Durée du marché	7
4.2. Délais d'exécution	8
4.3. Prolongation des délais d'exécution	8
5. <u>DESCRIPTION DES PRESTATIONS</u>	8
6. <u>CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</u>	8
6.1. Passation de commande	8
6.1.2 Emission des bons de commande	8
6.2. Conditions de livraison	8
6.2.1. Lieu et horaires de livraison	8
6.2.2. Stockage, emballage et transport	9
6.3. Maintenance et garantie des prestations	9
6.4. Sous-traitance	9
6.5. Obligations de confidentialité	9
7. <u>CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</u>	10
8. <u>PRIX, VARIATION DES PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT</u>	10
8.1. Contenu des prix	10
8.2. Révision des prix	10
8.3. Condition de facturation et modalités de règlement	11
8.3.1. Facturation	11
8.3.2. Facturation dématérialisée	11

8.3.3.	Délai de paiement	12
8.3.4.	Cession ou nantissement de créances	13
8.3.5.	Avance	13
8.3.6.	Acomptes	13
9.	<u>PÉNALITÉS</u>	13
9.1.	Pénalités de retard	14
9.2.	Pénalités relatives au non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail	14
9.3.	Pénalités pour erreurs de facturation	14
10.	<u>ASSURANCE ET ATTESTATIONS</u>	15
11.	<u>FOURNITURE DES PIÈCES PRÉVUES PAR L'ARTICLE D 8222-5 DU CODE DU TRAVAIL</u>	15
12.	<u>ARTICLE XIV – MODIFICATIONS DANS LE CADRE DE L'ACCORD-CADRE</u>	16
12.1.	Modifications relatives au Titulaire	16
12.1.1.	Généralités	16
12.1.2.	Modifications mineures	16
12.1.3.	Modifications majeures	16
12.2.	Modifications de l'Accord-cadre	17
13.	<u>EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES</u>	17
14.	<u>RÉSILIATION</u>	17
15.	<u>DROIT APPLICABLE ET VOIES DE RECOURS</u>	17
16.	<u>DÉROGATIONS AU CCAG-FCS</u>	18

1. INFORMATIONS ADMINISTRATIVES

Pouvoir adjudicateur :

Université Paris Cité
85 boulevard Saint-Germain
75006 Paris 6

Représentant du pouvoir adjudicateur
Monsieur Edouard KAMINSKI, en qualité de Président d'Université Paris Cité

En cours d'exécution la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du code de la commande publique.

M. Julien Périchon
Université Paris Cité
Directeur du pôle achats
85 boulevard Saint-germain
75006 Paris 6
Tel (secrétariat) : 01 76 53 18 66 - 01 76 53 20 63 - 01 76 53 17 25
Courriel : achats.dfa@u-paris.fr

Comptable assignataire :

Monsieur l'Agent Comptable d'Université Paris Cité
Jose MORALES
85 Boulevard Saint Germain
75006 Paris Cedex 06
Tél : 01 76 53 18 01

2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU MARCHÉ

2.1. Objet et nature du marché

La présente consultation a pour objet l'acquisition et l'installation d'un système complet de récupération, de compression et de stockage du gaz hélium provenant de l'évaporation de l'hélium liquide qui s'échappe d'appareils scientifiques (spectromètres RMN, magnétomètres et microscopes à effet tunnel) appartenant à des laboratoires ou composantes de l'Université Paris Cité.

Le matériel et les prestations sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Il s'agit d'un marché de fournitures au sens de l'article L1111-3 du code de la commande publique.

2.2. Forme du marché

Le marché est passé selon la procédure de l'appel d'offre ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2 1° du code de la commande publique. Il est passé selon la technique de l'accord-cadre en application des articles R 2162-1 à R 2162-14 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché à prix unitaires.

Il est conclu avec un montant maximum (**pour la partie exécutée selon les prix unitaires fixés au BPU hors PSE**) de :

- **Lot 1 : 2 000 000 € HT** euros.
- **Lot 2 : 1 000 000 € HT** euros.
- **Lot 3 : 800 000 € HT** euros.

conformément à l'article R2162-4 2° du code de la commande publique pour la durée totale d'exécution maximale de l'accord-cadre, soit huit ans.

Ces montants maximums constituent la limite supérieure des obligations contractuelles de l'acheteur et du titulaire mais ils ne font naître aucune obligation d'atteindre ces maximums ou un droit à indemnisation si ces maximums ne sont pas atteints. Ils ne constituent pas un montant estimatif des commandes.

2.3. Décomposition du marché

2.3.1. Allotissement

Les prestations sont rassemblées en 3 lots :

- **Lot 1** : Acquisition et installation d'un système complet de récupération et de compression de l'hélium gaz (baudruche externe)
- **Lot 2** : Acquisition et installation d'un système complet de récupération et de compression de l'hélium gaz (baudruche interne)
- **Lot 3** : Acquisition et installation d'un système de stockage de l'hélium gaz sous pression

2.3.2. Tranches

En application de l'article R2151-8 du code de la commande publique, la personne publique n'autorise pas les variantes dans la présente consultation. L'offre devra donc être strictement conforme aux exigences et aux prescriptions fixées dans les différentes pièces du dossier de la consultation.

2.3.3. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les lots 1 et 2 font l'objet de prestations supplémentaires éventuelles **facultatives**.

Lot 1 : Acquisition et installation d'un système complet de récupération et de compression de l'hélium gaz (baudruche externe)

6 Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE) facultatives pour le lot 1 correspondant à l'acquisition et à l'installation d'un réseau de collecte basse pression avec option pour le réseau haute pression en fonction du choix du compresseur :

- LCBPT - PSE niveau 1 facultative : Installation d'un réseau basse et haute pression à 200 bars
- LCBPT - PSE niveau 2 facultative : Installation d'un réseau basse et haute pression à 300 bars
- ITODYS - PSE niveau 1 facultative : Installation d'un réseau basse et haute pression à 200 bars
- MPQ - PSE niveau 1 facultative : Installation d'un réseau basse et haute pression à 200 bars
- MPQ - PSE niveau 2 facultative : Installation d'un réseau basse et haute pression à 300 bars
- IPGP - PSE niveau 2 facultative : Installation d'un réseau basse et haute pression à 300 bars

Lot 2 : Acquisition et installation d'un système complet de récupération et de compression de l'hélium gaz (baudruche interne)

4 Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE) facultatives pour le lot 2 correspondant à l'acquisition et à l'installation d'un réseau de collecte basse et haute pression avec option pour le réseau haute pression :

- CITCOM - PSE niveau 1 facultative : Installation d'un réseau basse pression et haute pression à 200 bars
- CITCOM - PSE niveau 2 facultative : Installation d'un réseau basse pression et haute pression à 300 bars (compatible compresseur 300 bars)
- IBPC - PSE niveau 1 facultative : Installation d'un réseau basse pression et haute pression à 200 bars
- IBPC - PSE niveau 2 facultative : Installation d'un réseau basse pression et haute pression à 300 bars (compatible compresseur 300 bars)

3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents de marché et correspondances y étant relatifs sont rédigés en français.

Les documents contractuels du marché dont seuls les exemplaires détenus par le pouvoir adjudicateur font foi en cas de litige prévalent par ordre décroissant d'importance ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTR11), daté et signé par le titulaire du marché et le représentant légal de l'acheteur ;
- L'annexe financière à l'acte d'engagement pour le lot concerné (Lots 1 et 2 : BPU/PSE – Lot 3 : BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;

- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 31 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire constituée du Cadre de réponse technique complété et de ses annexes (notamment l'annexe « Eléments de conformité » pour le lot concerné).

Toute clause portée dans les tarifs ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives est réputée non écrite.

Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG-FCS, bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché.

Il peut cependant y accéder via le lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

Tous les textes législatifs et/ou réglementaires ainsi que toutes les normes françaises et européennes en vigueur sont applicables. La signature de l'acte d'engagement vaut connaissance pleine et entière de l'ensemble des pièces constitutives du marché par le titulaire.

4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

4.1. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter de sa notification. Il est renouvelable par tacite reconduction, trois (3) fois par périodes d'un (1) an, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le titulaire du marché ne pourra s'opposer à la reconduction de celui-ci, conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique.

En cas de non reconduction l'acheteur en avertit le titulaire par décision expresse, dans un délai d'un mois avant l'arrivée à échéance de la période en cours. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part du pouvoir adjudicateur en cas de non reconduction.

Dans le cas où les prestations de maintenance et de garantie ne pourraient pas, pour des raisons techniques ou tenant à des droits d'exclusivité, être exécutées par un autre opérateur que le titulaire de l'accord-cadre, l'accord-cadre est ensuite reconductible trois (3) fois pour une durée d'un (1) an (à l'issue des 4 premières années d'exécution).

Le titulaire précise dans son offre (CRT) si les prestations de maintenance et de garantie ne peuvent pas être exécutées par un autre opérateur que lui-même. Il en précise également les raisons.

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

En cas de non reconduction l'acheteur en avertit le titulaire par décision expresse, dans un délai d'un mois avant l'arrivée à échéance de la période en cours.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part du pouvoir adjudicateur en cas de non reconduction.

4.2. Délais d'exécution

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG FCS, le délai d'exécution des prestations démarre à la notification du bon de commande les concernant.

En cas de non-respect par le ou les titulaire(s) de ces délais d'exécution, les pénalités fixées à l'article 9 du présent Cahier des clauses administratives particulières peuvent être appliquées.

4.3. Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Voir CCTP

6. CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

6.1. Passation de commande

6.1.2 Emission des bons de commande

Les bons de commande issus de SIFAC sont notifiés par courriel conformément à l'article 3.7 du CCAG-FCS permettant d'attester d'une date certaine. Ils sont exécutoires à compter de leur date de notification attestée par l'accusé de réception (courriel ou courrier recommandé).

6.2. Conditions de livraison

6.2.1. Lieu et horaires de livraison

Dès notification, les laboratoires se mettront en contact avec les titulaires pour établir les plannings de livraison pour chacun des sites. Ces plannings devront être expressément validés par chacun des responsables de site.

Pour les lots 1 et 2, le délai de livraison et le planning de réalisation devront être conforme à l'offre des soumissionnaires. Les délais de livraison des équipements ne pourront en tous les cas pas dépasser 9 mois.

Le matériel doit être accompagné d'un bon de livraison qui indique :

- l'identité du titulaire du marché
- la date de livraison
- la référence au marché et à la commande
- la désignation du matériel livré

La livraison de l'équipement est constatée par la signature du bon de livraison par le correspondant désigné par chacun des laboratoires.

6.2.2. Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures doivent être effectués dans les conditions de l'article 20 du C.C.A.G.-F.C.S.

Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. De même, les risques afférents au transport et à la livraison des produits sont à la charge du titulaire jusqu'au lieu de destination finale, celui-ci étant responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage. Le déchargement est à la charge du titulaire.

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du C.C.A.G.-F.C.S.

6.3. Maintenance et garantie des prestations

La garantie et la maintenance sont définies dans le CCTP.

6.4. Sous-traitance

S'agissant d'un marché de fournitures et conformément à l'article L2193-1 du code de la commande publique, aucune sous-traitance n'est autorisée à l'exception des marchés de fournitures comportant des services ou des travaux de pose ou d'installation. Dans ce dernier cas, l'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement doit indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt, ainsi que les prestations et le montant pour lequel la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.5. Obligations de confidentialité

Le titulaire est tenu de maintenir confidentiel tous documents ou renseignements qui lui sont communiqués à l'occasion de l'exécution du marché. En conséquence, il s'interdit de communiquer ou divulguer à des tiers, ou de faire état, de quelque manière que ce soit, de tels documents ou renseignements.

Il appartient au titulaire d'étendre cette obligation à l'ensemble des personnes qui interviennent pour son compte dans l'exécution des prestations, y compris ses éventuels sous-traitants. Le titulaire s'engage à fournir, à la demande de l'administration, tout justificatif à cet égard.

En cas de violation par le titulaire des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à la résiliation du marché.

7. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Voir CCTP.

8. PRIX, VARIATION DES PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

8.1. Contenu des prix

Il s'agit d'un marché à prix unitaires - prestations sur bordereau des prix unitaires (BPU). La monnaie de compte du marché est l'Euro. Le prix libellé en Euros doit rester inchangé en cas de variation de change.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire. Les prestations doivent être réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande.

8.2. Révision des prix

Les prix sont fermes la première année d'exécution de l'accord-cadre. Ils sont ensuite révisibles annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre.

Les prix du BPU sont révisibles annuellement à la hausse ou à la baisse à la date anniversaire du marché.

Le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur les prix révisés un mois avant la date anniversaire.

Le titulaire présente dans son offre les modalités de révision des prix.

Clause de butoir : En tout état de cause, le montant de la révision ne pourra pas dépasser 5% du montant du prix initial.

8.3. Condition de facturation et modalités de règlement

8.3.1. Facturation

Conformément aux dispositions de l'article 11.3 et 11.7 du CCAG FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement (règlement partiel définitif ou solde) après livraison et décision d'admission des prestations par le pouvoir adjudicateur.

Les prestations de garantie/maintenance peuvent faire l'objet de paiement terme à échoir.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de factures, ainsi que de tous les éléments justificatifs en un original, sur lesquelles doivent figurer notamment, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- L'intitulé et le numéro du marché ainsi que le numéro du bon de commande ;
- La date de délivrance et le numéro de la facture ;
- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Sa domiciliation bancaire ;
- Le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- La mention exacte de la prestation concernée ;
- La période d'exécution des prestations ;
- Le montant de la prestation exécutée, en HT et en TTC ;
- Le taux et le montant de la TVA en vigueur.
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- L'application de l'actualisation ou de la révision de prix ;
- Les pénalités éventuelles.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il adresse au titulaire une facture rectificative.

Lorsqu'il y a eu paiement de règlements partiels définitifs, le titulaire transmet un décompte pour solde qui comporte deux parties :

- une récapitulation des règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du marché objet du projet de décompte, sauf le dernier règlement partiel définitif.
- une demande de paiement correspondant aux sommes dues au titre du dernier règlement partiel définitif.

8.3.2. Facturation dématérialisée

Le titulaire adresse ses factures par voie électronique, conformément à l'ordonnance du 26 juin 2014 rendant obligatoire la facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics respectifs.

A cette fin, une solution gratuite et sécurisée, CHORUS PRO, est mise à disposition pour la transmission des factures sous forme dématérialisée.

Le code service à utiliser est :
FACTURES _BDC

Afin de pouvoir déposer ses factures sur le portail, le titulaire devra obligatoirement disposer d'un numéro de bon de commande à 10 chiffres commençant par 45.

Ce numéro est fourni que par le responsable financier qui engagera l'ordre de dépense.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter le montant dû au crédit du compte bancaire ouvert au nom du titulaire.

Seules les prestations effectivement réalisées donnent droit à paiement pour le titulaire.

L'absence d'une des mentions obligatoires permettant l'identification certaine de la prestation entraîne le renvoi de la facture en recommandé avec accusé de réception et suspension du délai de paiement.

En application de l'article R-2192-27 du code de la commande publique, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur.

Pour les pouvoirs adjudicateurs dotés d'un comptable public, cette interruption ne peut intervenir qu'avant l'ordonnancement de la dépense.

A compter de la réception de la totalité des pièces et mentions prévues à l'article R. 2192-27, un nouveau délai de paiement est ouvert. Ce délai est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de l'interruption si ce solde est supérieur à trente jours.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur pourra rectifier le montant des factures en intégrant notamment les pénalités prévues à l'article 9 du présent CCAP.

8.3.3. Délai de paiement

Le délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture par le service facturier, sous réserve de sa conformité aux stipulations énoncées ci-dessus, à la réalisation de la prestation. Il est de **30 jours maximum**.

Le défaut de paiement dans le délai prévu par les articles L2192-10 et R2192-10 du code de la commande publique, fait courir de plein droit et sans autre formalité, des **intérêts moratoires** au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement (pour la partie du marché pouvant être sous traitée). Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de refinancement appliqué par la BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Une indemnité forfaitaire de 40 euros est également versée de plein droit en cas de dépassement du délai prévu ci-dessus.

Le titulaire doit avertir sans délai l'acheteur de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile.

8.3.4. Cession ou nantissement de créances

Dans le cadre du présent marché, les créances peuvent être cédées ou nanties dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-62 du code de la commande publique.

8.3.5. Avance

Sauf renonciation expresse du titulaire dans l'acte d'engagement, une avance de 30% est versée au titulaire dans les conditions prévues par les articles R2191-3 à R2191-19 et R2191-23 du code de la commande publique.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire conformément à l'article R2191-11 du code de la commande publique

Conformément aux dispositions de l'article R2191-9 du code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

8.3.6. Acomptes

Tout versement d'acompte s'effectue dans le cadre des articles L2191-4, R2191-20 et R2191-22 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R2391-17 du code de la commande publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée en tenant compte des caractéristiques et de la durée du marché. Elle est fixée au maximum à six mois.

Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R. 2351-12, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

9. PÉNALITÉS

En cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations, le pouvoir adjudicateur invite par écrit le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, la nature de l'inexécution ou de la mauvaise exécution des prestations ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le pouvoir adjudicateur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le fait n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

9.1. Pénalités de retard

Lorsque le délai de livraison indiqué est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire calculée selon la formule suivante :

$$P = V * R / 500$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base du bon de commande, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable

R = le nombre de jours calendaires de retard.

9.2. Pénalités relatives au non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail

À défaut de correction, dans un délai fixé par l'article L8222-6 du code du travail, des irrégularités constatées par le acheteur ou par un agent de contrôle, le titulaire du marché s'expose, après mise en demeure, à la résiliation du marché à ses frais et risques ou à l'application d'une pénalité égale à 10% du montant forfaitaire par jour de retard, dans la limite, selon le cas incriminé, du montant maximum des amendes pouvant être encouru en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, l'acheteur peut résilier le marché de plein droit aux torts du titulaire.

9.3. Pénalités pour erreurs de facturation

Le titulaire encourt l'application de pénalités en cas d'erreur d'adressage des factures. Le caractère répétitif de l'erreur est apprécié par les pouvoirs adjudicateurs après plusieurs réclamations adressées par tout moyen (fax, mail ou courrier) au titulaire. Le montant de la pénalité est de 20 € en cas de mauvais adressage de la facture. Ces montants se cumulent éventuellement avec l'application d'autres pénalités.

À ce titre, il est précisé, que le titulaire est le seul cocontractant de l'administration. S'il décide de recourir à la sous-traitance pour les livraisons, la maintenance ou ses facturations, il est seul responsable des relations avec son sous-traitant. Il ne peut se prévaloir d'une erreur ou d'une défaillance de son sous-traitant pour échapper à l'application des pénalités.

10. ASSURANCE ET ATTESTATIONS

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché public et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'acheteur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'acheteur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

11. FOURNITURE DES PIÈCES PRÉVUES PAR L'ARTICLE D 8222-5 DU CODE DU TRAVAIL

Conformément à l'article D.8222-5 du Code du travail, et en application des articles R2143-3 et R2143-6 du code de la commande publique, le titulaire produit tous les 6 mois à compter de la date de signature du marché par la Personne publique et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ;
- l'un des documents mentionnés à l'article D 8222-5-2° du Code du travail lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 du Code du travail, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 15 du présent CCAP.

Pour plus de simplicité, le pouvoir adjudicateur met, gracieusement à disposition du(es) candidat(s) retenu(s), un accès à la plateforme E-attestation. Cet accès lui permettra de déposer les documents exigés en toute sécurité.

12. ARTICLE XIV – MODIFICATIONS DANS LE CADRE DE L'ACCORD-CADRE

12.1. Modifications relatives au Titulaire

12.1.1. Généralités

Toute modification affectant la situation administrative, financière ou juridique du Titulaire de l'Accord-cadre est portée impérativement à la connaissance du représentant de l'Université, signataire de l'Accord-cadre.

L'information est envoyée par courrier à l'intention de pôle achats de l'Université :

Achats.dfa@u-paris.fr

Le Titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB/IBAN original, etc.).

12.1.2. Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du Titulaire ;
- Modification du SIRET du Titulaire ;
- Modification de l'adresse postale et électronique que le Titulaire a renseigné dans l'acte d'engagement ;
- Modification des coordonnées bancaires.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être portées à la connaissance du représentant de l'Université..

12.1.3. Modifications majeures

Le Titulaire doit informer le représentant de l'Université, dans les plus brefs délais, de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'Accord-cadre et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'Accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation par le pouvoir adjudicateur de la cession de l'Accord-cadre, cette cession fait l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'Accord-cadre au nouveau Titulaire.

Est également considérée comme majeure toute autre modification affectant la possibilité du Titulaire d'exécuter l'Accord-cadre.

12.2. Modifications de l'Accord-cadre

Les dispositions des articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique s'appliquent en ce qui concerne les modifications apportées à l'Accord-cadre.

Une clause de réexamen est prévue en application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique au titre d'une évolution réglementaire et/ou législative.

13. EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas de défaillance fautive du titulaire, ou d'impossibilité pour lui de répondre temporairement aux clauses du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter sa commande par un autre prestataire, aux frais et risques du titulaire, si cette interruption porte atteinte au bon fonctionnement des prestations.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer les prestations qui lui sont commandées dans le respect des clauses du présent marché, il doit en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur et soumettre à son appréciation les justifications présentant un caractère de Force majeure.

Si le titulaire néglige de s'y conformer ou si les justifications fournies ne sont pas jugées suffisantes par le pouvoir adjudicateur, il peut en résulter, suivant le cas et à l'appréciation du représentant du pouvoir adjudicateur, l'application de mesures figurant au chapitre 7 du CCAG-FCS.

14. RÉSILIATION

Les résiliations sont faites conformément aux cas prévus aux 39 à 42 du CCAG-FCS, avec les précisions suivantes :

En dérogation de l'article 41 du CCAG, les résiliations ne sont pas précédées de mise en demeure.

En dérogation de l'article 38 et 42 du CCAG FCS, aucune indemnité ne sera allouée en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

15. DROIT APPLICABLE ET VOIES DE RECOURS

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Toute difficulté d'interprétation ou d'exécution du présent marché public qui ne pourrait être résolue à l'amiable est soumise au tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75181 Paris Cedex 04. E-mail : greffe.ta.paris@juradm.fr. Tél. 01 44 59 44 00. Fax 01 44 59 46 46.

Pour la saisine des instances de médiation et de conciliation, et outre la possibilité d'un recours hiérarchique adressé à Mme la Présidente d'Université de Paris, le titulaire pourra saisir, avant tout recours contentieux :

- 1) Le comité interrégional consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Paris, dont les coordonnées sont les suivantes : Préfecture de la région Île-de-France - Préfecture de Paris : 5, rue Leblanc 75911 Paris cedex 15 - Tél. : 01.82.52.42.67 ou 01.82.52.40.00 - Fax : 01.82.52.42.95 - Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr.
- 2) Le médiateur des entreprises : la saisine s'opère via l'application prévue sur le site du Ministère de l'Economie et des Finances : <http://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

16. DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Article AE CCP	Article CCAG FCS	Objet de la dérogation
9.1	14.1	Calcul de la pénalité forfaitaire en cas de retard d'exécution
15	41	Pas de mise en demeure pour les résiliations
15	38 et 42	Pas d'indemnité pour les résiliations pour motif d'intérêt général